

Monsieur le président,

Madame la ministre,

Mesdames messieurs les rapporteurs,

chers collègues,

Cette loi de programmation militaire dessine la trajectoire budgétaire pour nos armées de l'année 2019 à l'année 2025. L'enjeu est donc immense et la loi est désolante.

Elle est désolante parce qu'elle est sans idées

Elle est désolante parce qu'elle est dans la continuité des précédentes

Elle est désolante parce qu'on a pensé les chiffres avant de penser la doctrine et les besoins

Elle est désolante parce qu'au lieu de préparer l'avenir, elle répare à peine le passé.

D'abord, cette loi n'est pas l'œuvre collective que le sujet exige. La Nation entière est intéressée mais sur les grands sujets, les décisions ont été prises par un seul homme.

L'objectif des 2% de PIB a été validé le premier. Qu'il n'ait aucune signification militaire en soi n'aura rien changé. Pour se plier aux injonctions de l'OTAN et pour disposer d'un élément de communication facile : la décision a vite été prise.

Pourtant, nous n'arrêterons pas de le répéter : la doctrine devrait être première et les moyens définis en fonction d'elle et non l'inverse.

Le président de la République a réglé la question de la dissuasion nucléaire dès la préface de la *revue stratégique de sécurité et de défense*. Il a tranché en faveur du renouvellement des deux composantes, aérienne et océanique. « Dorénavant, ce sera comme auparavant ».

Mais reconduire le *statu quo* en l'occurrence, c'est une dépense de 25 milliards voire, d'après certains, 37 milliards ! Voici pourquoi la hausse budgétaire revendiquée n'aura pas lieu ! C'est aussi nous engager pour soixante ans au moins dans une stratégie potentiellement obsolète dans quinze ! Si encore cette décision était urgente ou incontestable ! mais le débat est loin d'être clos parmi les spécialistes. On s'est bien gardé d'ailleurs de tous les faire entendre.

On s'est bien gardé aussi de mettre cette décision en perspective avec les évolutions du monde. Les avancées technologiques des grandes puissances pourraient remettre en question la pertinence de la dissuasion à moyen terme. Notre doctrine a été mise à mal par l'installation du bouclier anti-missile étasunien acceptée par François Hollande. Donald Trump a affiché sa volonté de développer des armes nucléaires tactiques. Face à cela, comment préserver notre sécurité sans participer à la surenchère et relancer une désastreuse course à l'armement ? Personne ne prétend qu'il y ait des réponses faciles à ces questions. Encore faut-il accepter de les poser.

Mais non, le président privilégie les effets d'annonce.

Son objectif ? Je cite, « être la deuxième puissance militaire du monde libre » ... derrière les Etats-unis ; faut-il le préciser. C'est penser dans les termes de la guerre froide. C'est avoir Trente ans de retard !

Ce genre de slogan ne permet pas de penser sereinement notre défense. Il garantit au contraire qu'on va s'en tenir aux vieux fétiches de la puissance et aux vieilles lunes, absurdes et dangereuses, de la théorie du choc des civilisations.

Et c'est bien le cas : cette LPM fait tout pour que la France soit le bon élève de l'OTAN. Certains sont tout flattés de pouvoir être le bagage accompagné de l'hyperpuissance étasunienne. Les propos en commission de la rapporteure de la commission des Affaires étrangères sont édifiants. « Elle a écrit son rapport, dit-elle, en se mettant à *la place* de nos alliés ». Il eût mieux valu penser à représenter la nation plutôt que de défendre les intérêts de nos amis. Je crois que leurs députés s'en chargeront...

Le corollaire de cette disposition d'esprit à l'égard de l'OTAN, c'est bien entendu le zèle mis à promouvoir cette chimère qu'est l'Europe de la Défense. C'est une chimère puisqu'une politique de défense doit être le fait d'un peuple souverain, doté d'institutions démocratiques ; or il n'existe pas un peuple européen mais *des* peuples européens. En outre, les désaccords entre gouvernements, les disparités techniques entre États sont tels qu'aucune coopération militaire systématique ne saurait s'y développer sans que ce soit au détriment d'une nation dupée. Et nous ne voulons pas que la France soit cette dupe ! Et si le gouvernement, ne le veut pas non plus, ce qu'on peut espérer, alors c'est la pensée magique qui règne lorsqu'on évoque dans le rapport annexé une hausse de 36% des coopérations industrielles européennes dans le domaine de la défense.

Mais, en réalité, à l'origine de cet objectif délirant se trouve surtout le désir opportuniste de rassasier les grands groupes avec d'illusoires financements européens.

Car cette LPM est d'abord à leur service. La dissuasion leur fait la part belle.

Et en vertu d'un préjugé technophile faux et dangereux, on y fait des choix qui servent les gros industriels plutôt que l'intérêt du pays. On privilégie un équipement interconnecté extrêmement cher, aux coûts de maintenance exorbitants et dont l'utilité n'est même pas avérée.

Car, à mesure que croît la complexité technologique, croît également la vulnérabilité. Des avantages tactiques qu'elle donne, la technologie ne garantit pas pour autant de les transformer en avantage stratégique décisif. Dans les conflits asymétriques où nous sommes engagés, nos ennemis se battent, passez l'expression, avec *des armes de haute technologie de fortune*. Ils sont bien conscients de livrer une guerre économique. Nous devrions nous aussi en avoir conscience et pouvoir le dire à nos concitoyens sans les prendre pour des enfants. Si certaines puissances veulent s'engager sur la voie de la course aux armements, nous devons pouvoir assumer tranquillement que nous ne les suivrons pas et que nous sommes instruits de cette stratégie qui vise à imprimer un rythme que les autres ne pourront pas suivre pour garantir son hégémonie.

Nous n'engageons pas les transformations intellectuelles et organisationnelles indispensables.

Alors qu'il faut travailler à améliorer les capacités de résilience de notre pays face aux nouvelles menaces, cette LPM reste obstinément tournée vers les opérations extérieures. Sans s'être jamais interrogé sur les bénéfices réellement tirés de la très suspecte intervention en Libye, des interventions au Sahel ou même en Syrie où pour finir nous sommes en train de laisser périr nos plus fidèles alliés, les Kurdes ; sans s'être jamais interrogé sur les effets stratégiques de ces interventions et bien que la revue stratégique souligne que le taux d'engagement de ces dernières années a été exceptionnel : la LPM postule qu'il sera le même ces prochaines années.

Eh bien nous affirmons nous qu'il faut un moratoire sur les interventions extérieures qui ne sont pas vitales. Il faut cesser de voir la défense de la France partout ailleurs qu'en France. La régénération des forces ne sera pas possible à ce rythme alors que, je l'ai dit, la dissuasion nucléaire va grever toute hausse du budget.

Il faut désormais une pause et concentrer les efforts dans quelques domaines qui garantiront notre souveraineté et nous prépareront réellement aux guerres à venir. C'est une condition nécessaire si nous ne voulons pas avoir à les livrer, et *a fortiori* à les perdre.



Ainsi nous devrions nous assurer de notre supériorité dans le domaine aérospatial, justement pour éviter qu'il devienne une sorte de *Far West*. Nous devrions aussi mettre l'accent sur les moyens qui garantiront notre souveraineté sur notre domaine maritime ; le premier du monde. Cet espace est particulièrement menacé par les conséquences de la crise écologique. Mais de cela, la LPM ne dit presque rien.

Elle évoque cependant les enjeux du renseignement et du cyber et les présente comme des nouveautés. Mais quelle nouveauté ? Le précédent Livre blanc les évoquait déjà. Le précédent ministre de la défense en faisait déjà une priorité. Mais avec quel effet ? Il ne faut rien attendre de plus avec celle-ci ! Au rythme des transformations prévues, dans huit ans, nous atteindrons à peine 4000 personnes affectées au domaine cyber. C'est très insuffisant : il nous faut une profonde transformation des procédures qui permettent de contourner le risque cyber mais aussi une véritable armée cyber. L'Allemagne, qui est si souvent votre modèle, est en passe de rattraper son retard mais nous, nous préférons dormir à l'abri de notre ligne Maginot.

Dans le domaine du renseignement : la hausse des recrutements pourrait intervenir après 2023... En attendant on compte sur les miracles de la technologie ; on fait des offrandes au dieu Intelligence artificielle alors que ce sont des hommes et des femmes qu'il faut mobiliser et vite et bien.

En revanche 400 recrutements sont prévus pour continuer à soutenir l'export d'armements. Voilà un chiffre aberrant, surtout s'il s'agit d'approvisionner les infâmes régimes criminels que sont les monarchies du Golfe.

Il y a urgence à mettre les intérêts privés au service de la collectivité. En vérité, ce qui manque à toute cette LPM, c'est le souci de la collectivité, c'est le peuple !

L'esprit civique est la condition pour soutenir un choc violent et l'implication populaire la condition pour soutenir un conflit de longue durée. Quel étonnement que la grande promesse de la campagne présidentielle, le service national universel, ne figure pas dans la loi de programmation ! Quelle hypocrisie faut-il pour prétendre que ce genre de projets ne peut affecter le budget des armées ?

Ce pouvoir est bien embarrassé dès lors qu'il est question du peuple. Sur le service national universel : que d'improvisations et d'atermoiements !

Effectivement, la première ressource d'un peuple pour garantir sa sécurité et sa souveraineté, sa première ressource est en lui-même. Elle est dans le haut degré de conscience et de formation des femmes et des hommes qui le composent. Elle tient à la capacité pour la société de n'en laisser aucun, aucune en déshérence, en marge d'elle-même ou à l'abandon.



La première ressource d'un peuple, c'est l'existence d'un État démocratique structuré et fort, capable d'initiatives et d'organiser la défense passive et la mobilisation des citoyennes et des citoyens pour parer les coups qui pourraient éventuellement être portés au pays : qu'il s'agisse d'atteintes militaires, économiques, cyber ou terroriste.

En vérité, nous en sommes loin : le gouvernement s'apprête à brader les biens de l'État dans tous les domaines où il est encore présent. Où avons-nous vu qu'il faille un État rabougri pour assurer la Défense d'un territoire et d'une population ?

Il faut redonner au peuples les moyens d'agir pour sa propre sauvegarde.

Avec un véritable service national universel mixte rémunéré toutes les intelligences du pays codeurs, ingénieurs, ouvriers, chacune et chacun contribuera un jour au service de la nation.

Le lien entre armée et nation qu'il restaurerait serait aussi une garantie démocratique contre le risque de voir un jour éclore un conflit entre une institution détentrice de la force et la volonté générale.

Il est enfin une garantie contre les politiques interventionnistes aventureuses : les responsables politiques sont étrangement plus économes du sang des soldats, lorsque leurs enfants sont sous les drapeaux...

Sur tous ces sujets, la LPM est désespérément insuffisante. Elle sert en fait une vision politique de Matamore, ce militaire fanfaron de la comédie italienne. Celui qui dit sans cesse « vous allez voir ce que vous allez voir ». Eh bien, on a vu ; il n'y a vraiment pas de quoi pavoiser !

